

DOSSIER

LA LANGUE : ENTRE PROMESSES, OUBLIS ET  
DOMINATIONS

... La suite

Le Journal de  
**Culture & Démocratie**

46

JANVIER 2018  
Périodique de l'asbl  
Culture & Démocratie

## SOMMAIRE

### DOSSIER : LA LANGUE : ENTRE PROMESSES, OUBLIS ET DOMINATIONS – LA SUITE

- **S'émanciper des dominations par le langage**  
Entretien avec Jessy Cormont (collectif Manouchian)  
Propos recueillis par Morgane Degrijse et Hélène Hiessler..... 3
- **Eloquentia la parole au centre**  
Valérie Vanhoutvinck..... 9
- **Du rôle de la famille dans la reproduction de l'ordre social à l'école, dès la maternelle**  
Baptiste De Reymaeker..... 16
- **Extrait : Bourdieu/Rancière, la politique entre sociologie et philosophie**, Charlotte Nordmann..... 20
- **Une redoutable aporie**  
Baptiste De Reymaeker..... 24

# S'ÉMANCIPER DES DOMINATIONS PAR LE LANGAGE

Entretien avec Jessy Cormont, sociologue à P.H.A.R.E. pour l'Égalité, et membre du collectif Manouchian

*Propos recueillis par Morgane Degrijse, stagiaire à Culture & Démocratie, et Hélène Hiessler, chargée de projet à Culture & Démocratie.*

En 2012, le collectif Manouchian, composé des sociologues et militants Saïd Bouamama, Jessy Cormont et Yvon Fotia, publiait un *Dictionnaire des dominations de sexe, de race, de classe* aux éditions Syllepse. Un ouvrage qui se propose de mener le « combat du vocabulaire » en déconstruisant les mots, concepts et argumentaires qui accompagnent les dominations et en mettant à disposition d'autres mots clés pour renforcer les chemins de l'émancipation. Dans cet entretien, Jessy Cormont explique comment a germé l'idée de ce dictionnaire et revient notamment sur ce qui se joue dans l'effort de réappropriation de la langue.

**Pourriez-vous nous présenter le collectif Manouchian et la démarche qui a mené à la publication du *Dictionnaire des dominations* ?**

Le collectif Manouchian essaye d'être un espace de production d'analyses à destination citoyenne et militante. Constitué en 2003, il rassemble des personnes qui ont plusieurs points communs. Le premier c'est d'être tous d'origine populaire, ouvrière ou paysanne pauvre, issus des immigrations coloniales ou européennes. Le second, est d'avoir eu accès dans nos trajectoires personnelles, professionnelles et militantes, à un certain nombre de savoirs et de connaissances qui permettent d'avoir prise sur le monde social traversé par les dominations de classe, de « race », de sexe et d'âge. Le troisième est d'être sociologues et formateur·trice·s dans les secteurs du travail médico-social, de l'animation et de l'éducation populaire. Le quatrième est d'être militant·e·s des luttes des immigrations et des quartiers populaires.

Le collectif Manouchian est un collectif militant et bénévole, pas un collectif professionnel. Dans nos métiers, dans le contexte actuel, la liberté d'expression y est parfois limitée et soumise à plusieurs niveaux de contraintes sociales (institutionnelles, économiques, politiques) qui entravent parfois la liberté d'expression et de pensée critique. Aujourd'hui, les intellectuel·le·s, les travailleur·euse·s sociaux·ales ou les animateur·trice·s en éducation populaire que nous rencontrons ne peuvent pas toujours parler librement et parfois même s'autocensurent. Certains mots n'ont plus le droit de cité alors qu'ils gardent une pertinence pour l'analyse et l'action. Certaines analyses ne peuvent se dire sans devoir être tellement nuancées qu'elles en deviennent finalement éloignées de la réalité. Or, penser le monde tel qu'il est, avec les mots dont on a besoin pour le décrire est une nécessité.

**Au départ, c'était un glossaire en ligne : pourquoi avoir voulu en faire un livre ?**

Dans notre pratique d'action-recherche professionnelle, on élabore régulièrement des petits glossaires où sont abordés des enjeux théoriques dans un vocabulaire relativement accessible, ordinaire. On le fait pour répondre à des besoins très concrets dans le cadre d'un

accompagnement avec un groupe, un collectif d’habitants, pour éclairer nos vies et nos pratiques. Il s’agit de garder une exigence théorique mais accessible pour faciliter d’une part l’appropriation par des non initié·es de mots, de concepts clés, qui permettent de déchiffrer le monde dans lequel nous vivons, et d’autres part de déconstruire de façon critique des mots qui jouent une fonction de renforcement de la domination. Au bout d’un moment on a mis ce travail sur le site « Les figures de la domination ».

Des gens l’ont vu et nous ont demandé d’approfondir notre travail et de le rendre plus visible. Notamment Christine Delphy, féministe matérialiste, fondatrice du Mouvement de libération des femmes et impliquée aussi dans la lutte contre l’islamophobie. Elle a demandé aux éditions Syllepse d’y jeter un coup d’œil. Ils nous ont alors proposé d’en faire un dictionnaire en ajoutant de nouveaux mots et en renforçant l’appareillage théorique mais toujours de façon (relativement) accessible.

L’émergence de ce dictionnaire est aussi liée à nos propres trajectoires d’émancipation. « Je ne suis pas né avec une cuillère en argent dans la bouche », comme le disait ma grand-mère, polonaise et femme d’ouvrier mineur, ni avec un dictionnaire dans la tête. Je ne suis pas un « héritier » en termes de culture scolaire. Je ne possédais pas les codes de la culture dominante et « légitime ». Plus jeune, il y a des réalités que je sentais dans ma chair, que je n’arrivais pas à nommer. Les mots autour de moi ne m’éclairaient pas, me noyaient, m’embrumaient, m’empêchaient d’y voir plus clair et parfois en plus m’humiliaient. Cette lutte autour des mots pose la question de l’aliénation. C’est-à-dire qu’à un moment donné, tu es confronté au fait que tu te sens étranger à toi-même. Tu penses avec des mots qui ne sont pas les tiens, avec des référents culturels qui ne t’appartiennent pas, qui défendent des intérêts sociaux opposés aux tiens. Et quand tu t’exprimes ce n’est pas dans ta propre langue sociale, ce n’est pas dans la langue de ton propre camp politique. La réappropriation du sens des mots est liée à un parcours de réappropriation de soi qui passe aussi par un travail de décryptage critique du langage, des mots, des concepts. « En fait, elle veut dire quoi au fond cette personne ? », « Pourquoi ce terme-là me reste en travers de la gorge ? Me violente ? » Mon cœur et mon corps le savent, mais ma tête n’a pas encore compris. On se réapproprie parfois la langue dès l’instant où l’on a besoin de savoir, besoin de comprendre, besoin de ne plus subir l’oppression. C’est comme ça qu’est né le *Dictionnaire des dominations de sexe, de race, de classe*.

**Y a-t-il selon vous des mots utilisés dans le discours de tous les jours qui perpétuent, de manière parfois inconsciente, les dominations dont vous parlez ?**

Oui. Dans le dictionnaire, certains mots sont des points d’appui des luttes d’émancipation contre la domination par le langage, contre la domination idéologique, culturelle, symbolique. Des mots qui permettent dans la pratique de lutter contre la domination. Puis il y en a d’autres qui relèvent du vocabulaire de la domination, des mots qui nous humilient, nous rabaissent, ou nous empêchent de penser clairement, de comprendre, et d’identifier les bons leviers de transformation sociale.

Un exemple : le terme « d’intégration culturelle » est un faux ami présenté comme issu de la sociologie d’Émile Durkheim ce qui est inexact. C’est l’exemple-type d’un détournement du vocabulaire qui maintient l’injustice en donnant pourtant l’impression de servir à la résoudre et à aider les gens. Durkheim parle « d’intégration sociale » et non « d’intégration culturelle ». Il attribue la cause de la « décohésion sociale et nationale » à la hausse des

inégalités qui disloquent la société et non à la hausse de la « diversité culturelle » (migratoire, religieuse, etc.). Hier comme aujourd’hui, c’est dans des contextes de crises économiques et sociales, de chômage, de précarité, de pauvreté mais aussi de discriminations racistes et sexistes, que le tissu social s’abîme. Ensuite, pour Durkheim l’intégration sociale désigne la capacité d’une société à protéger l’ensemble de ses membres, à offrir une place à chacun·e et à tou·te·s, à forger un sentiment d’appartenance commune à tou·te·s ses membres. Pour lui, les mécanismes créateurs, de solidarité, de « lien social », de « cohésion sociale et nationale », relèvent du niveau structurel, pas du niveau individuel ou « communautaire ». Blâmer les individus n’a pas de sens chez Durkheim. Enfin, penser en termes « d’intégration culturelle » consiste à sur-responsabiliser des populations dominées (qui ont souvent un faible pouvoir d’influence du fonctionnement social global) tout en déresponsabilisant celles et ceux qui ont le plus de pouvoir d’influencer le niveau systémique : les classes dominantes (qui sont au pouvoir).

**Vous mentionnez la critique par Nicole-Claude Mathieu de la thèse de Bourdieu sur la *domination symbolique*, dans laquelle elle accuse le sociologue de sous-estimer la dimension matérielle de la domination et de sa fonction sociale, c’est-à-dire l’appropriation. Dans la mesure où la domination dans/par le langage est une forme de domination symbolique, son analyse doit-elle faire l’objet de la même vigilance ?**

La domination a plusieurs jambes. Une réalité idéale (idéologique, culturelle, langagière, symbolique) et une réalité matérielle. Il y a une vieille contradiction dans la lutte ouvrière, féministe, anticoloniale depuis deux siècles. Si on ne s’attaque qu’à l’amélioration des conditions matérielles d’existence, on sous-estime à quel point la domination nous tient aussi par la culture, par la violence symbolique, par l’aliénation et la colonisation culturelle. En sous-estimant cette aliénation, on ne crée pas les conditions d’une lutte pour la libération car il reste une chaîne au pied qui n’a pas été brisée.

Quand Nicole-Claude Mathieu s’en prend à Bourdieu, elle ne dit pas du tout que son concept de domination symbolique ou de violence symbolique n’existe pas. Elle le critique, à juste titre, quand il dit que « l’essentiel de la domination » se maintient grâce à la violence symbolique qui fait que les dominé·e·s « consentent » à la domination. Nicole-Claude Mathieu a raison, la domination se maintient d’abord grâce à la violence matérielle (physique, économique, légale, alimentaire, militaire, policière, etc.). Elle a raison de dire que les dominé·e·s sont « forcé·e·s » à céder, à se soumettre, à baisser les bras davantage qu’ils et elles ne « consentent » à leur domination. Le concept de violence symbolique est un outil précieux. Mais la domination étant à la fois idéale et matérielle, la lutte pour l’émancipation doit être idéale et matérielle. Un dictionnaire seul ne changera donc pas le monde sans luttes sociales changeant les conditions matérielles d’existence.

**Le *Dictionnaire des dominations* a déjà quelques années. Au regard de l’actualité, y a-t-il aujourd’hui des termes qui mériteraient d’y figurer ?**

Effectivement il y a de nouveaux mots qui apparaissent, sur lesquels il faut réagir. Dès qu’on recrée nos propres repères sur des mots qui sont pourris, malheureusement, en face, les fameux *think tanks* – les « tanks à idées » ! – ont une capacité de production idéologique très régulière. Ce n’est pas ici une théorie du complot : c’est simplement leur feuille de route, leur mission. Les classes dominantes ont à leur service des consultant·e·s, des professionnel·le·s dont c’est le métier de créer de nouveaux concepts et des « éléments de langage », mais aussi

de brouiller constamment les repères. Du coup on est toujours en train de courir pour remettre du cadre.

Le *Dictionnaire* est l'une des formes qu'on a choisies pour répondre à ce besoin, mais ce travail de déconstruction du langage, aujourd'hui, on le mène aussi au travers d'articles, en écrivant d'autres livres sur d'autres enjeux, et puis dans la pratique, par les formations, les ateliers d'auto-éducation populaire, etc. Par exemple, les enjeux de la participation, de la démocratie locale et participative, tout le monde bute là-dessus, dans tous les métiers, tout le temps. Même les repères de base manquent : il y a en permanence un besoin de les rappeler. Mais là-dessus, des livres, il y en a à la pelle !

Autre exemple : le terme d'islamophobie. La violence de l'islamophobie est vraiment terrible aujourd'hui. Elle était déjà terrible les années précédentes, mais elle s'accroît. En France il y a un véritable verrouillage idéologique sur l'emploi du terme. Récemment deux colloques universitaires ont été interdits parce qu'ils voulaient l'employer lors du colloque. C'est surréaliste. Au niveau des enjeux idéologiques, trop de gens ont accepté la thèse, scientifiquement fautive et pourtant répandue dans l'espace public, médiatique et politique, selon laquelle le mot même d'islamophobie serait un concept forgé par l'extrême-droite musulmane pour empêcher toute critique de la religion. Beaucoup sont persuadés que cette thèse est en partie valide, et pourtant ce n'est plus à démontrer : des écrits des scientifiques, d'anthropologues ou même des textes de l'État français datant de la colonisation employaient déjà ce terme dès le début du XX<sup>e</sup> siècle.

**Pour revenir à la question de la langue, Leslie Kaplan parle du langage comme premier bien commun, comme pratique du commun<sup>1</sup> qui implique, donc, une réappropriation collective. Est-ce que ce n'est pas aussi un peu ce que vous invitez à faire avec le *Dictionnaire des dominations* ?**

Je ne connais pas assez bien les enjeux relatifs aux biens communs pour me prononcer là-dessus. Mais si je me replace dans le jargon qui est le nôtre, là où j'ai des repères, on parle beaucoup de la question d'un langage commun et d'une culture commune. C'est effectivement un enjeu politique.

Dans le travail d'unification des dominé·e·s, on a besoin d'une culture commune et d'un langage commun pour se comprendre, pour avoir des repères partagés. Par contre, ce n'est pas n'importe quelle langue qui nous est commune. Parce que même dans l'alliance de dominé·e·s pour l'émancipation, il y aura toujours les rapports sociaux qui nous structurent entre nous. Tant qu'on n'aura pas abattu les systèmes d'oppression, je ne suis pas sûr qu'il puisse y avoir de langue commune entre les femmes en lutte et les hommes qui bénéficient du patriarcat, par exemple. Mais si on s'allie pour abolir le patriarcat et que ça passe aussi par la langue, alors on peut travailler à l'élaboration d'une culture commune qui soit émancipatrice. C'est un travail à faire, un processus. Et certainement une nécessité. Avoir une culture commune, c'est avoir un véhicule commun pour qu'on sache de quoi on parle et quels sont nos intérêts partagés.

---

<sup>1</sup> « Le langage est le premier bien commun, la pratique du langage est une pratique du commun, de la vie en commun et, ainsi, le langage est le premier menacé, menacé sans arrêt, par toute remise en cause du commun, de la vie partagée, par tout ce qui vise à le figer, le rigidifier, l'appauvrir », Leslie Kaplan, in « "Dieu n'est pas marié." Invention du langage et démocratie. », intervention pour les XII<sup>èmes</sup> rencontres de la C.R.I.E.E., « La fabrique du soin, création et démocratie », Reims, juin 2010.

Lors de mes interventions, quand je me mets à parler en ch'ti, des enfants d'ouvriers me répondent en utilisant des bouts de ch'ti comme moi, sauf qu'en fait leurs parents sont d'origines marocaine, italienne, algérienne, etc., parce qu'en réalité ceux qui parlent ch'ti sont les prolos. Quand on se remet à parler ch'ti, c'est aussi la classe et l'enracinement local qui recrée une identité commune, et cette identité commune, locale, est internationale.

Par contre, il n'y a pas de langue universelle. Aucune culture n'est figée et la langue, comme la culture, est toujours révélatrice de l'évolution réelle du monde, du matériel. La langue c'est un lieu d'invention et d'élaboration de lien social qui crée du « nous » en permanence. C'est par la langue qu'on se rend compte qu'on est en train de s'appropriier le monde. De ce point de vue-là, les interventions sont précieuses. Le collectif essaie d'aider les gens à ne pas parler avec une langue qui n'est pas la leur, pour que nous ayons tous des espaces pour parler notre langue, qui correspond à nos intérêts particuliers, nos situations particulières, mais que, en même temps on continue à avoir un langage qui doit rester commun. C'est dans l'articulation des deux que je vois une dynamique puissante.

### **Cette dynamique, elle manque aujourd'hui ?**

Aujourd'hui on est beaucoup dans les micro-luttes, dans « l'empowerment » – la réappropriation de son pouvoir d'agir – à l'échelle locale, la lutte des quartiers, la lutte sectorielle, enfin plein de luttes qui espèrent changer la structure. C'est chouette qu'on regagne en modestie, mais il faut aussi rester audacieux·ses, avoir cette petite touche de l'arrogance des dominé·e·s, qui n'est pas l'arrogance des dominant·e·s. Je pense au titre du livre de Saïd Bouamama, *La Tricontinentale : les peuples du tiers-monde à l'assaut du ciel* : c'est de la poésie, mais c'est aussi puissant en termes d'image.

Les dominant·e·s sont arrogant·e·s en permanence, ils racontent un monde qui est impossible et pourtant ils y croient. Ce sont des idéalistes au possible, mais dans le sens négatif du terme. Nous on doit être des réalistes tout le temps, prouver, être sûr·e·s de ce qu'on avance pour avoir le droit de cité. À un moment donné, il faut pouvoir réarticuler une forme d'audace de la pensée utopique puissante, créatrice : l'imagination révolutionnaire. C'est un autre processus de la pensée. Avec des formes de pragmatisme et d'actions réalistes, parce que nos luttes d'émancipation on ne va pas les faire avec des bouts de rêve. On ne veut pas rêver, on veut vivre !

Il faut aussi qu'on sorte des formes de rationalité petites bourgeoises et bourgeoises, très occidentales, de la rationalisation industrielle de notre pensée qui est d'une froideur incroyable. On a peur de nos émotions, on a peur de dire « je t'aime », on a peur d'exprimer nos colères. Le rapport aux émotions, qui est complètement ambigu et contenu, comme un corset social qui verrouille notre pensée, notre cœur et notre parole. Il faut oser parler des questions d'amour, d'espoir, remettre aussi de la poésie et de la chaleur populaire dans le langage.

Je vois par exemple la force de frappe, en France, des réseaux afro-féministes. Elles sont en train d'inventer leurs propres pratiques, leur propre langage. Elles arrivent à avoir une langue propre, des postures, même des façons de *clasher*, de vanner, qui font partie de la remobilisation de la fierté de soi et de l'identité de soi qui est juste.

Les mouvements de sans-papiers aussi, qui doivent s'exprimer avec une langue qui n'est pas la leur dans des contextes internationalistes et interculturels très forts. En réalité, ils sont en train de bricoler une langue de leur lutte particulière. À Lille par exemple, il faut voir le rôle du chant dans le Comité des Sans-papiers (CSP) 59 : ça a été un des véhicules de

politisation et une façon différente de donner des cours publics. Toutes les semaines depuis plus de vingt ans, des manifestations se tiennent de 18h30 à 20h à peu près. C'est le seul mouvement social permanent de Lille depuis vingt ans : des manifs toutes les semaines depuis vingt ans, en plus des autres actions. Tous les mercredis, la manif se fait en chantant. C'est une espèce de chorale révolutionnaire : ils reprennent des chants qui, souvent, ont été importants dans les pays d'origine, transmis et ramenés par les sans-papiers eux-mêmes, mais avec des textes qui sont réécrits sur la lutte actuelle des sans-papiers, leurs positionnements.

Ce sont quasiment des tracts politiques. Chaque sans-papier qui arrive, qui ne parle peut-être pas la langue, apprend à chanter les chansons, commence à comprendre ce qu'il chante petit à petit, comme tous les blancs qui ne connaissent pas la lutte, le patrimoine, le positionnement particulier du CSP. C'est un exemple d'invention d'un langage politique particulier à travers le chant.

Pour d'autres, ce sera le théâtre de l'opprimé, je pense à Augusto Boal : il a élaboré un langage qui peut être à la fois réformiste et révolutionnaire. Paulo Freire, auteur de *Pédagogie de l'opprimé*, c'était ça aussi. Et la question se pose à nous aussi, à tous ceux qui veulent abattre les rapports de domination : quels sont les chemins de l'émancipation ? Mais aussi : quels sont les chemins de la révolte ? Finalement, les différents chemins, supports culturels, médias culturels, les nouvelles pédagogies de l'opprimé-e, ce sont des réinventions de langage. De ce point de vue, les choses bougent ces dernières années. Elles se cherchent et se réinventent. C'est bon signe. L'histoire populaire du camp des émancipations et des égalités n'a assurément pas dit son dernier. Bien au contraire.



## ELOQUENTIA LA PAROLE AU CENTRE

Valérie Vanhoutvinck, *artiste, cinéaste, enseignante et membre de l'AG de Culture & Démocratie*

Article publié dans la revue Archipels #2 – « Langues d'exil »  
(<http://www.cultureetdemocratie.be/productions/view/langues-d-exil>)

Dans l'accès à la parole, les dés sont pipés. L'étrangeté de l'autre tient à sa langue, qui s'intercale, l'éloigne. Eloquentia, programme de formation et concours d'éloquence organisé à l'Université Paris 8, apprend à poser sa voix, à trouver les mots pour convaincre. La maîtrise de la langue, celle des forts, est-elle la condition nécessaire pour se faire reconnaître et pouvoir dire sa profondeur ?

Le système rhétorique s'articule autour de cinq opérations : l'*inventio*, la *dispositio*, l'*alocutio*, l'*actio*, la *memoria*. La *dispositio* ou plan du discours se construit sur quatre éléments : l'exorde, la narration, la confirmation, la péroraison.

### EXORDE

Dans la version autocentrée de l'Histoire, à la première époque, celle de l'Antiquité, les Grecs et les Romains façonnent la culture classique et donnent à la parole une place centrale. Ils la placent aux fondements de l'édifice socioculturel tout entier, inventent progressivement la rhétorique, discipline qui cherche à penser l'efficacité du discours.

La langue française, elle, existe depuis plus d'un millénaire, se formant au fil des siècles – aujourd'hui langue maternelle d'un peu plus de nonante millions de personnes et langue locutrice de 274 millions d'individus<sup>2</sup>. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, à l'instar de la France, le français perd de sa superbe. Il paraît régulièrement obscur aux francophones eux-mêmes, sous ses formes étatiques, administratives, juridiques ou judiciaires par exemple et la fable de sa clarté ne convainc plus personne.

Aujourd'hui, chez nous, la parole semble frappée de discrédit tandis que la langue française défend de moins en moins distinctement ses vertus émancipatrices comme elle aime à les nommer. Ces dernières décennies la parole massivement réduite à son versant utilitaire s'est vue confisquée par les (g)lissantes logiques communicantes, les intentions vendeuses et les corps usurpés.

« À la radio, à la télévision, dans les médias parlants, un temps de silence est une erreur grave. Pour l'orateur, le journaliste, le commentateur, l'invité, le chroniqueur, c'est un péché mortel. Le débit doit être rapide, comme si seul comptait de dire le plus possible, sans s'intéresser à ce qui s'énonce, ce qui est dit. Aussi, l'articulation des mots se réduit-elle parfois à une bouillie sonore, la respiration de la phrase n'a plus cours [...] »<sup>3</sup> Dans un autre registre, il est remarquable que beaucoup d'adolescents et même certains adultes parlent de manière pâteuse, sans plus attribuer d'importance à la projection des mots ou à l'articulation. Cette

---

<sup>2</sup> Estimation de l'OIF (Organisation internationale de la francophonie)

<sup>3</sup> Nicole Malinconi et Jean-Pierre Lebrun, *L'altérité dans la langue*, Eres, Toulouse, 2015.

métamorphose, le psychanalyste Jean-Pierre Lebrun, l'interprète comme un affaiblissement de la marque du langage, comme un effacement de notre dette à ce que parler implique, voire l'indice d'une haine de la parole.

En Belgique francophone, quelques niches associatives, artistiques, intellectuelles ou éducatives persévèrent à travailler la question de la parole, étant entendu que les espaces où s'interrogent les leviers de son accès restent isolés. Certaines académies (environ un tiers d'entre elles), essaimées en Fédération Wallonie-Bruxelles, offrent un cursus en « Art de la parole » restreint aux savoirs techniques issus des pratiques de diction et de déclamation. Une pléthore de formations de « prise de parole en public » est organisée mais semble résolument poursuivre des visées instrumentalistes : développement personnel, stages en entreprise, entretien d'embauche, techniques de vente, consultance, coaching, marketing, etc.

Nos occidentales et contemporaines sociétés laissent peu de place à la parole conçue comme le corps de la pensée<sup>4</sup> et évitent une réflexion active autour sa désertion. Dans le même temps, apartheid – ascendants – asservissements – assujettissements – autorités – bannissements – conquêtes – contrôles – dépendances – despotismes – désocialisations – destitutions – discriminations – domestications – éliminations – emprises – épurations – évictions – évincements – esclavages – exils – expulsions – férules – forclusions – hégémonies – influences – interdictions – isolements – jougs – marginalisations- omnipotences – oppressions – phallograties – possessions – pouvoirs – prépotences – radiations – révocations – rejets – séparations – souverainetés – suprématies – suppressions s'accumulent par la langue dans une violence ironiquement muette.

« En France, les différentes manières de parler sont considérées comme des déviations, autant d'obstacles à la vie commune », écrit Philippe Blanchet, sociolinguiste et théoricien du concept de glottophobie. La glottophobie se définit par le fait d'exclure un individu de l'accès aux droits et aux ressources telles que la vie publique, l'éducation, l'emploi, le logement, les soins, parce que l'on considère arbitrairement incorrects, inférieurs, inadéquats, mauvais sa langue, ses usages lexicaux, sa façon de parler. « L'idéologie sur la langue est si forte en France que les gens ne réalisent même pas. Comme c'est une discrimination invisible, non reconnue par la loi. Elle est non passible de sanctions. Comme si elle n'existait pas, alors que chaque jour elle fait des ravages intimes, collectifs, sociaux, symboliques inouïs. Une langue, quelle qu'elle soit, est un puissant marqueur d'identité. Une langue sert à dire qui nous sommes. »

## NARRATION

C'est en 2013 que j'entends parler du concours Eloquentia pour la première fois, à Évry. Krimo, étudiant en première année d'une licence d'informatique à l'Université Paris 8 de Saint-Denis et frère de ma copine Safia, pense à s'y inscrire. Un concours et une formation à l'éloquence dans sa fac, ça le tente : « Ce programme-là, c'est un truc qui peut m'amener à la "bonne" langue, celle des types bien éduqués qui ont été dans les grandes écoles. Sa sœur ricane : C'est quoi l'idée, tu veux aligner de belles phrases bien longues et masquer ton accent de banlieue ? Tu vois le problème Krim, c'est qu'accent ou pas, ton nom c'est le contraire d'une gomme... Même si tu te mets à parler comme Michelet, le dentiste de Paname, Abdelkrim Ben Hammoussi, ça sonnera toujours rature ! »

En avril 2017, au moment où, en réponse à sa mort, je relis Armand Gatti, je découvre *À voix haute* dans un cinéma bruxellois. Film documentaire français relatant les détours et

<sup>4</sup> Maurice Merleau-Ponty, *Phénoménologie de la perception*, Gallimard, Paris, 1945, p. 211-212.

rebours du concours Eloquentia, de sa promotion 2015. La conversation chez les Ben Hammoussi sur le balcon d'Évry ressurgit. Au-delà de la chronique des apprentissages qu'opèrent les candidats au fil du temps tendu vers le concours, le film s'attache à dévoiler les mobiles intimes de quelques apprentis et expose adroitement l'éclectisme des parcours ainsi que la multiplicité des postures face à l'enjeu public de la parole livrée. Il faut voir ce film. Il faut montrer ce film. Même si l'écriture formelle reste convenue et que la facture télévisuelle amollit la chronique, il doit être vu parce qu'il rappelle l'enjeu majeur de la parole, parce que la vigueur des protagonistes, leurs talents, leur panel d'inclinaisons et de moyens face à l'acte de création nécessaire à toute prise de parole transcendent l'objet filmique. On observe les corps s'incarner peu à peu, la langue pénétrer les chairs, les souffles, les apnées et les unes puis les uns rencontrer la question centrale du geste de parole :

Qu'ai-je à dire ? affirmer – ajouter – annoncer – articuler – assurer – apprendre – avertir – balancer – bavarder – certifier – chanter – chuchoter – colporter – communiquer – confier – confirmer – conseiller – conter – convenir – crier – débiter – déclamer – déclarer – dégoiser – dénoter – désigner – dévoiler – demander – dissenter – divulguer – ébruiter – émettre – enjoindre – énoncer – énumérer – expliquer – exposer – exprimer – formuler – indiquer – insinuer – interjeter – jaser – jaspiner – juger – lâcher – lancer – médire – manifester – montrer – murmurer – narrer – nommer – objecter – observer – opposer – parler – persuader – polémique – proférer – professer – prononcer – propager – proposer – protester – publier – réciter – raconter – réfuter – répandre – répliquer – répondre – rapporter – rétorquer – révéler – relater – renseigner – retracer – revendiquer – riposter – signaler – signifier – à sommer – sortir – souffler – soutenir – spécifier – stipuler – témoigner.

Imaginé par Stéphane de Freitas, Eloquentia est l'un des trois axes de travail de la Coopérative Indigo. Il s'articule autour d'un programme d'expression publique où une vingtaine de candidats-étudiants suivent une formation aux Arts de la parole et, s'ils le souhaitent, participent à un concours des éloquences, Eloquentia. Portés par des comédiens professionnels, des artistes, des avocats du Barreau et autres experts de la prise de parole dans ses formes les plus variées. La compétition proprement dite s'organise chaque année en avril. Devant un jury professionnel et un public friand, les participants s'affrontent lors de joutes oratoires toujours construites selon la deuxième opération rhétorique classique, soit la *dispositio*. « Si la langue est le socle culturel de toute société, nous pensons que la prise de parole est déterminante dans l'éducation, le développement et l'épanouissement de tout individu. Nous formons des étudiants ainsi que des collégiens aux différentes formes de prises de parole en public et on les accompagne à la demande dans leurs parcours d'orientation professionnelle, notamment dans la préparation aux entretiens de stage ou d'embauche. Nos pédagogies ont toutes pour dénominateur commun de renforcer l'estime, la confiance, l'expression de soi, les capacités d'analyse, d'argumentaire et de réflexion, en traversant les différents contextes de prise de parole : négociations/entretiens/discours/plaidoiries/débats/théâtre/slam. »<sup>5</sup>

Hormis l'évident intérêt de l'accès à n'importe quelle autre langue que la sienne, en ce compris, l'accès à la langue du savoir et de la bonne parole publique, deux points affaiblissent, à mon sens, la proposition Eloquentia. D'une part, le dispositif du concours : clivant – compétitif – évaluant – votant, et d'autre part, ce que l'on pourrait lire comme un(e)

<sup>5</sup> Stéphane de Freitas, fondateur et coordinateur de la Coopérative Indigo-Eloquentia, cinéaste.

antagonisme – antilogie – antinomie – aporie – conflit – contradiction – contraste – contre-pied – dénégation – désaccord – différence – disconvenance – discordance – dissonance – divergence – incohérence – invraisemblance – non-sens – opposition – paradoxe idéologique. Né, nous dit-on, d'un constat de relégation par voie orale, le dispositif Eloquentia emprunte les balises académiques menant à la langue dominante et prend éventuellement le risque à son tour de normer la parole.

Le débat entre richesse des formes linguistiques usuelles nouvelles et émancipation par la langue historique est rude, complexe. Je ne suis pas suffisamment lestée pour tenter de le trancher franchement. D'autres, plus savants, s'en soucient depuis des décennies, à l'instar de l'écrivain Georges Orwell, praticien et expert du langage. Au-delà de sa pratique d'auteur, Orwell s'intéresse à ce qu'il nomme la politique de la langue. Dans un essai de 1946, il tance que toute parole est politique, il avance qu'il est crucial pour chaque individu et pour le commun en entier, de savoir (se) dire. Il conte, dans cet ouvrage, son sentiment de vivre une époque où la langue se dégrade, phénomène qui empêche selon lui d'être en capacité de décrire honnêtement la réalité, de dire avec sens. Il met en accusation le flou qui dissimule la pensée, la tendance au slogan qui tend à imposer des idées fausses et le jargon pseudo-scientifique qui donne un air de neutralité à des arguments féroce-ment idéologiques. Orwell s'inquiète de l'usage malhonnête des mots. Dans son roman *1984*, porteur de la trouvaille de la novlangue, la dénonciation du trucage de la langue culmine : « Nous détruisons chaque jour des mots, des vingtaines de mots, des centaines de mots. Nous taillons le langage jusqu'à l'os. [...] Ne voyez-vous pas que le véritable but de la novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? À la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée, car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. [...] La révolution sera complète quand le langage sera parfait. »<sup>6</sup>

Le linguiste français Alain Bentolila, auteur d'une vingtaine d'ouvrages concernant l'illettrisme des jeunes adultes et l'apprentissage du langage chez l'enfant, poursuit le résonnement septante ans plus tard et affirme qu'une lecture idéaliste des nouvelles langues, issues des quartiers ou banlieues, est à contester vivement. Bentolila affirme que « ces jeunes personnes vivent en situation de dramatique impuissance linguistique », que « l'accès à la parole commune leur est barré » et ajoute qu'il croit irresponsable et manipulateur d'assurer que les savoirs et aptitudes se valent et que ce qui compte c'est la motivation. De l'autre côté de ce point de vue, se trouvent ceux qui, comme Pierre Encrevé, linguiste et historien de l'art, ou Michel Braudeau, critique littéraire et rédacteur en chef de la *Nouvelle Revue Française* de 1999 à 2010, objectent : « Ceux qui s'imaginent que les langues s'appauvrissent dans ces usages n'ont aucune idée de ce qui s'y passe : elles sont le lieu d'un travail linguistique permanent, d'abord phonétique. [...] Ces jeunes locuteurs pratiquent ce que les linguistes nomment des troncations : soit ils coupent le début du mot, par aphérèse, soit ils coupent la fin, par apocope, soit des éléments internes, par syncope. Dans la langue parlée ordinaire nous faisons beaucoup d'apocopes : métro, télé, radio, ciné, et nettement moins d'aphérèses, comme dans car ou bus. [...] Cette variété de français possède une richesse lexicale proprement extraordinaire et manifeste une inventivité linguistique assurément remarquable. »<sup>7</sup>

<sup>6</sup> George Orwell, *1984*, Secker and Warburg, Londres, 1949, p. 111.

<sup>7</sup> Pierre Encrevé et Michel Braudeau, *Conversations sur la langue*, Gallimard, Paris, 2007, p. 94.

**CONFIRMATION**

Nafissa Traore, lauréate 2016 du concours Eloquentia Saint-Denis, m'attend en veste rose et sous une pluie battante à l'arrêt Marché du tramway de la ligne 5, à Saint-Denis. Je suis trempée, elle est inquiète et me dit spontanément : « Une parole pour me décrire il n'y en aurait pas, j'ignore encore qui je suis. » Elle raconte : « Je suis née et j'ai grandi à Bamako, dans un milieu où j'ai eu la chance extraordinaire de vivre entourée d'esprits ouverts et éduqués. Je mesure donc que par rapport à une majeure partie de la population de mon pays, je suis privilégiée. Là-dessus, il n'y a pas de doute possible. Mais ça n'empêche pas les difficultés, d'être privilégiée. Quand, au Mali, j'étais au lycée français, dès la troisième jusqu'au milieu de la terminale, j'ai traversé une période très difficile. Est-ce que c'est du harcèlement d'humilier quelqu'un chaque fois qu'il prend la parole ? Est-ce que c'est du harcèlement de menacer répétitivement et physiquement quelqu'un à la récré ? Est-ce que c'est du harcèlement de prendre des cailloux pour les jeter sur quelqu'un qui passe dans le couloir ? J'ai toujours adoré ça, prendre la parole, en famille, avec mes amis et là, d'un coup, je n'existais plus, personne ne me parlait. Sauf parfois en classe, quand la prof abordait *Madame Bovary*, je m'enflammais. Je posais plein de questions, je faisais des commentaires, je me fichais du regard et commentaires des autres parce que Flaubert me passionnait. Je me souviens avoir clairement pris la défense de Charles Bovary contre toute la classe. Je disais qu'en fait, à mon sens, c'est Madame Bovary qui était ignoble. Cette période au lycée, ces trois années de railleries et d'humiliations, ça m'a compliqué la vie mais surtout ça m'a fait perdre d'un coup l'envie et la capacité de m'exprimer oralement. J'ai quand-même réussi à passer le bac et je suis arrivée en France à 19 ans, le 11 septembre 2015 pour entamer mes études universitaires. J'avais je crois comme une revanche à prendre. Le 12 novembre 2015, on m'a appelée pour me dire que mon papa était décédé. C'est en mémoire de mon père et des autres choses qui me sont arrivées au lycée que j'ai voulu faire Eloquentia. Mon père c'était pas quelqu'un qui était du genre à se taire. Il se battait toujours pour ce en quoi il croyait et il savait transmettre, il savait convaincre. Pour moi l'éloquence, c'est parler avec ce qu'on a dans son corps, c'est vraiment faire avec ce qu'on a vécu et c'est là qu'on peut accrocher les gens. Ce concours il a été stratégique aussi pour moi, cette formation est un fameux atout sur un CV. Quand j'ai gagné, quand j'ai réalisé que c'était moi, à la minute où j'ai compris, j'ai pensé à mon père, j'ai pensé au Mali et je me suis vue ramener le trophée au pays. »

Eddy Moniot, vainqueur d'Eloquentia 2015, arrive au Rendez-vous des Belges, brasserie usée à Paris, face à la gare du Nord. « Je suis très très désolé. Je serai en retard. Mais je me dépêche », avait-il pris le soin d'avertir. Il est là, si vif, avec son amoureuse Roxanne si joliment rousse et rieuse. Elle est, à temps partiel à titre bénévole, coordinatrice du concours Eloquentia. Eddy parle à la vitesse de l'éclair, le *flow* est constant, il est très occupé. Entre cinéma, radio, écriture et théâtre, Eloquentia l'a mené à ses aspirations. Écrire, jouer, dire à un public. Il a 18 projets en cours et des astres dans les yeux. « Pour te raconter vite fait l'histoire d'Eloquentia, parce que les origines, ça compte, il faut passer par l'histoire de Stéphane de Freitas qui comme il le dit lui-même, était une petite racaille. Il joue au basket. Il passe basketteur pro à 16 ans et quand il quitte Aubervilliers pour les beaux quartiers parisiens, il arrive en cours dans un lycée plutôt bourgeois et il se rend compte que l'on présume de son intelligence et de ses capacités sur base de son langage. Il se dit : c'est dingue ! Ici tout le monde me prend pour un type idiot parce que je parle comme un mec de banlieue ! Là il se met à bosser la langue, les mots, petit à petit les petits secrets de la langue. Il surligne les mots inconnus dans les journaux, des mots comme "nonobstant". Il va voir au dico, histoire

de se constituer une réserve de beaux mots, et il les replace et dans les conversations, histoire de sembler un peu moins démuné vocabulairement parlant. [...] Tu vois, moi, un truc des plus fous que m’a appris Eloquentia, c’est l’écoute ! Ça semble bateau mais c’est vraiment ce qui m’est arrivé, j’ai découvert, l’intérêt, non c’est plus que ça, la “crucialité” de l’écoute. Je crois d’ailleurs que la capacité d’écoute précède la capacité d’expression... mais ça je le pense aujourd’hui, après Eloquentia ! Avant j’étais quelqu’un qui parlait beaucoup beaucoup, je parlais tout le temps. Je n’écoutais jamais, ça m’intéressait pas, ce que je voulais c’était m’exprimer. Depuis le concours, je crois que j’écoute autant que je parle, le rapport s’est équilibré. Et quand je suis en situation d’orateur, mon objectif n’est absolument plus de convaincre mais de dire le plus distinctement possible mon opinion et j’ai souvent remarqué que quand j’y arrive, c’est là que je deviens convainquant ! [...] Je ne crois pas qu’à Eloquentia on se trompe en travaillant l’éloquence et la langue de manière classique, académique. Je ne crois pas que quiconque puisse être formaté par la formation ou le concours. Les modes d’expression encouragés sont très variés, les cours de slam prennent par exemple beaucoup de place dans la formation... En tous les cas, l’académisme à tout prix, forcené, ce n’est pas du tout ce que j’ai ressenti même si, oui, on est dans un cadre universitaire, avec des formateurs érudits, éloquents, des artistes reconnus, des gens du Barreau. Je dois beaucoup, d’ailleurs, et beaucoup de mes camarades aussi, à maître Bertrand Périer et aux autres avocats. Ils ont toujours été très ouverts, accueillants et soutenant avec nous, même si au départ on se demandait clairement comment ces deux mondes, dont on aurait dit qu’ils parlaient deux langues étrangères, allaient se rencontrer. [...] Quand j’ai gagné j’ai adoré. J’ai sauté en l’air. J’ai resauté en l’air. La minute après j’ai pensé à mon père, ce génie des mots, j’ai compris tout ce qu’il m’avait transmis alors qu’il n’avait pas été très longtemps à l’école mais il avait l’amour des mots et de la langue parlée. »

## PÉRORAISON

Entre ceux qui brandissent un appel au secours de la langue française et ceux qui célèbrent ses ajustements, peut-être n’y a-t-il pas tant de contradictions. Envisager plutôt qu’ils se complètent serait un bon début. « Je crains que cette opposition entre une langue qui évolue et une langue qui s’appauvrit ne nous mène pas plus loin que de mettre face à face les “ringards de la langue”, réactionnaires, et les “progressistes”, les soi-disant “pessimistes” et les “optimistes”, voire “ceux de gauche” et “ceux de droite”. L’enjeu ici est bien plus profond que cette apparente opposition », confie Jean-Pierre Lebrun à Nicole Malinconi qui craint que les évolutions de la langue ne soient en train de la perdre.

« Le langage structure notre pensée. Il ne fait pas que la refléter, il l’oriente ! » soutient la professeure de littérature Eliane Viennot dans une tribune publiée par FranceInfo en mars 2016. À celles et ceux qui estiment que réfléchir à d’autres manières de s’exprimer est secondaire dans la bataille pour l’égalité des droits, elle répond : « Si nous visons vraiment l’équité, nous devons nous débarrasser autant que faire se peut des travers légués par des siècles et des siècles où seuls les hommes notables maniaient la parole publique et le faisaient à leur avantage, visant avant tout la préservation de leurs privilèges. »

« Comment penser et vivre une pluralité de la langue moins partielle, qui pourrait préfigurer une société plus humaine ? » s’interroge Philippe Blanchet. Croire possible un autre monde (linguistique), « un monde où les langues, admises, valorisées et reconnues dans toute leur diversité, cesseraient d’être prétexte à domination, exclusion, sélection ». Croire possible non seulement la rencontre, mais plus idéalement une sorte d’estime d’une forme langagière

à l'autre. Puiser dans la langue académique les ors de son histoire, sa profondeur, sa puissance, son unicité, sa stature et s'emparer des fulgurances, de l'invention, de la mobilité, de l'intelligence, du tempo, du codage des langues vivantes, mutantes, poreuses, chimiques du présent. Croire plausible la furtive langue d'aujourd'hui traversée par le temps, la mémoire, le génie de la langue instituée. Chercher les ponts, les passages, les liens et nouer les fils d'un espace plus commun, d'une révolution sensible et de chantants lendemains.





# DU RÔLE DE LA FAMILLE DANS LA REPRODUCTION DE L'ORDRE SOCIAL À L'ÉCOLE, DÈS LA MATERNELLE

Baptiste De Reymaeker  
*Coordinateur de Culture & Démocratie*

« En d'autres termes, il y a lieu de se souvenir que l'asymétrie n'entraîne pas une inégalité des êtres vivants au sein de leur espèce, que l'évolution joue bien davantage sur la vitalité de ces différences et que jamais la contrainte n'est utilisée pour faire valoir un statut social. »  
Thierry Lodé et Tony Ferri, *De la domination*.

« Il faut que la famille existe – ce qui ne va pas de soi – pour que les stratégies de reproduction soient possibles ; et les stratégies de reproduction sont la condition de la perpétuation de la famille. »  
Pierre Bourdieu, *in* « Stratégies de reproductions des modes de domination »

Si l'on peut reprocher aux thèses de Bourdieu sur la domination d'être d'un déterminisme implacable ne laissant aucune place, quasiment, à la possibilité d'une émancipation pour/par les dominé-e-s, sauf celle paradoxalement médiée par le sociologue ou l'intellectuel, force est de constater que, plus de cinquante ans après avoir été énoncées, elles conservent toute leur pertinence. Voici un rapide parcours à travers sa sociologie de l'éducation d'une actualité inquiétante.

Le psychologue et chercheur en science de l'éducation Jean-Yves Rochex, lors d'une conférence organisée en 2005 par l'association ChanGements pour l'égalité, rapportait cette situation dont il fut un jour témoin<sup>8</sup> :

Leçon de vocabulaire : on cherche les mots avec le son [ɲ] (ng).

Un élève lève le doigt et dit : « Vigne ».

« Très bien », dit l'enseignante, qui écrit ce mot au tableau.

« Vignette », propose un autre élève.

« Ça ressemble trop à vigne, cherchez d'autres mots. »

« Pognon » crie un troisième.

« D'abord, toi, tu lèves le doigt, tu ne cries pas, tu te calmes et surtout tu ne dis pas de laids mots. » Elle n'écrit rien.

« Mignon » lance un quatrième.

« Bravo, ça c'est un joli mot ! » L'enseignante écrit « mignon » au tableau.

<sup>8</sup> Danielle Mouraux, « Langage, culture et passage », analyse publiée sur le site du CGé : <http://www.changement-egalite.be/spip.php?article3749>



En 2017 est paru aux éditions La Dispute le livre *L'école des incapables ? La Maternelle, un apprentissage de la domination*. Il s'agit d'une étude menée par les sociologue et psychologue Mathias Millet et Jean-Claude Croizet, qui ont enquêté pendant plusieurs années dans des écoles maternelles afin de répondre à ces questions : Comment l'école interprète-t-elle les facilités et difficultés d'apprentissage des élèves ? Comment cette interprétation influence-t-elle leur scolarité et l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes ?

De nombreuses situations relatées par les deux chercheurs démontrent encore, douze ans après l'observation de Rochex, la manière dont certains élèves, souvent issus des classes moyennes (ou intermédiaires) et supérieures, font, dès la maternelle, l'expérience de prises de parole valorisantes leur permettant de se distinguer et, à l'inverse, comment d'autres élèves font l'expérience de leur disqualification. Elles confirment cette observation faite en 1977 (!) par Pierre Bourdieu : « Nous n'apprenons jamais le langage sans apprendre, en même temps, les conditions d'acceptabilité de ce langage »<sup>9</sup> et sans apprendre, du même coup, à quelle classe sociale nous appartenons. Pour Bourdieu, en effet, « l'idéologie du don de la tradition pédagogique ne s'adresse, sous les dehors irréprochables de l'égalité et de l'universalité, qu'à des élèves ou étudiants qui détiennent un héritage culturel conforme aux exigences culturelles de l'école. »<sup>10</sup> Si l'école a beaucoup changé relativement aux contenus enseignés et aux pédagogies, force est de constater qu'au moins deux caractéristiques fondamentales ont persistés : « D'une part elle a été organisée et a évolué en fonction des intérêts des classes dominantes et d'autre part, elle a participé à reproduire les inégalités sociales. »<sup>11</sup>

Pour celles et ceux qui subissent la discrimination scolaire, celle-ci semble planifiée, voulue, intentionnelle. Or, comme le remarque Olivier Cousin<sup>12</sup>, elle serait statistique. C'est-à-dire que la responsabilité de cette discrimination n'incomberait pas à une personne ou à un groupe mais « à tout un ensemble d'agents individuels ou collectifs dont les actions isolées et statistiquement agrégées tendent à assurer à la classe dans son ensemble des privilèges »<sup>13</sup>. Il ne s'agit donc pas de couper des têtes, mais de parvenir à stopper la manière dont se perpétue l'ordre social : d'enrayer sa tendance à persévérer dans l'être (son *conatus*), de casser son dynamisme interne « inscrit à la fois dans les structures objectives et dans les structures subjectives [...] ».

L'expérience vécue par l'enfant qui crie « pognon » et ne voit pas sa proposition – pourtant correcte ! – inscrite au tableau dans la liste des mots avec le son [ɲ], ou encore par celui qui, alors que la classe est invitée à raconter son week-end, raconte qu'il s'est acheté un nouveau dentifrice (alors que d'autres ont été au musée ou au cinéma, ont pris le TGV...)<sup>14</sup>, ces expériences sont celles d'une violence symbolique s'abattant sur des enfants extrêmement jeunes : 3-5 ans ! Dressage et sélection précoces : avant même que l'élève puisse être évalué

<sup>9</sup> Pierre Bourdieu, « Ce que parler veut dire », Intervention au congrès de l'AFEF, Limoges, 30 octobre 1977.

<sup>10</sup> Pierre Bourdieu cité par Alain Garcia, « Utiliser les théories de Bourdieu sur l'École », in *Éducation et socialisation* n°37 (en ligne). <http://journals.openedition.org/edso/1191>

<sup>11</sup> Olivier Bonfon cité par Florence Herkens, « Vive la rentrée... Vive l'école », in *Réseau-nanceS* n°79, p. 3

<sup>12</sup> <https://webtv.univ-nantes.fr/fiche/3626/l-ecole-entre-dominations-et-justice-sociale>

<sup>13</sup> Pierre Bourdieu, « Stratégies de reproduction et modes de dominations » in *Actes de la recherche en science sociales*, Vol. 105, décembre 1994, p.3-12.

<sup>14</sup> Voir Mathias Millet et Jean-Claude Croizet, *L'école des incapables ? La Maternelle, un apprentissage de la domination*, Paris, La Dispute, 2017.

sur un devoir à rendre, une leçon à apprendre, une lecture à faire ou un travail à effectuer. Avant même donc qu'il puisse être question de mérite (de sueur, de sens des priorités...). « Le classement scolaire est un classement social euphémisé, donc naturalisé, absolutisé [...] tendant à transformer les différences de classe en différence d'intelligence, de "don", c'est-à-dire en différence de nature. »<sup>15</sup> Ce classement s'effectue dès l'entrée de l'élève dans le cursus scolaire.

Sous ce jour, l'institution scolaire est définitivement ce « service de légitimation [voire de naturalisation] que le système éducatif rend aux classes dominantes »<sup>16</sup>. Et l'on voit comment la question de la langue, de la prise de parole – tant au niveau de l'aisance qu'à celui de ce qui est raconté – est centrale dans ces premières scènes scolaires, à priori anodines, de socialisation qui sont en fait celles d'un apprentissage de la domination culturelle.

Une enseignante témoigne : « C'est difficile, vous savez, de réaliser que l'enfant que vous avez devant vous ne vous comprend pas, tout simplement parce que vous parlez en quelque sorte une langue qui n'est pas la sienne. »<sup>17</sup>

Tout ceci ne remet-t-il pas en question cette volonté de mixité sociale à l'école, baignée de l'illusion de l'égalité des chances, dans la mesure où c'est bien d'une expérience de décroisement social au sein de la classe que naît ce classement, ce tri : cette possibilité qu'on certains enfants de se distinguer par rapport à d'autres sur base d'acquis reçus en famille ? « La communication en situation d'autorité pédagogique suppose des émetteurs légitimes, des récepteurs légitimes, une situation légitime, un langage légitime. Il faut un émetteur légitime, c'est-à-dire quelqu'un qui reconnaît les lois implicites du système et qui est, à ce titre, reconnu et coopté. Il faut des destinataires reconnus par l'émetteur comme dignes de recevoir, ce qui suppose que l'émetteur ait pouvoir d'élimination, qu'il puisse exclure "ceux qui ne devraient pas être là". Mais ce n'est pas tout : il faut des élèves qui donnent une espèce de crédit, de chèque en blanc, au professeur. Il faut aussi qu'idéalement les récepteurs soient relativement homogènes linguistiquement (c'est-à-dire socialement), homogènes en connaissance de la langue et en reconnaissance de la langue [...] Dans certains groupes scolaires à dominante populaire, les enfants des classes populaires peuvent imposer la norme linguistique de leur milieu et déconsidérer ceux qui ont un langage pour les profs, le langage qui fait bien, c'est-à-dire efféminé et un peu lécheur. » Des classes homogènes ne permettraient-elles pas à l'enseignante ou l'enseignant d'adapter son langage, ses méthodes, de se forcer à compter sur d'autres ressources présentes chez les élèves que leur capital culturel, donnée discriminante ?

« Est-ce qu'on peut changer la langue dans le système scolaire sans changer toutes les lois qui définissent la valeur des produits linguistiques des différentes classes, sans changer les rapports de domination dans l'ordre linguistique, c'est-à-dire sans changer les rapports de domination ? »<sup>18</sup> On pourrait ajouter, après la lecture d'un texte de Bourdieu sur les stratégies de reproduction et modes de domination : c'est-à-dire sans abolir la famille ?

En effet, si l'on parle stratégie de reproduction de la domination, grâce à l'école – qui, organisée par l'État dans sa stratégie de reproduction de sa propre domination « bureaucratique », met fin aux avantages dus aux liens naturels ou familiaux – les classes

<sup>15</sup> Pierre Bourdieu, cité par par Alain Garcia, *op.cit.*

<sup>16</sup> Ugo Palheta, cité par Alain Garcia, *op.cit.*

<sup>17</sup> Véronique Baudrenghien citée dans « L'école : une affaire de classe » in *Réseau-nanceS* n°79, p.6.

<sup>18</sup> Pierre Bourdieu, « Ce que parler veut dire », *op.cit.*

dominantes réussissent à convertir leurs privilèges en mérites et à ainsi légitimer leur position hiérarchique. Cela parce que « l'action de reproduction qu'exerce l'école s'appuie sur la transmission [ou non-transmission] du capital culturel »<sup>19</sup>.

« Dans la mesure où en classe la participation des élèves se construit souvent sur base d'un appel aux connaissances et expériences personnelles des élèves [leurs pré-savoirs], la capacité des différents élèves à bien figurer dans ce type d'interaction sociale dépend assez directement des acquis de la socialisation familiale, et conduit à faire des écarts de légitimité culturelle dans les pratiques, le langage et les savoir familiaux, un principe scolaire implicite d'appréciation et d'évaluation. »<sup>20</sup> Ce qui est le produit des cadres de vie et de socialisation passe pour des qualités personnelles. Voilà les inégalités socioculturelles intériorisées, naturalisées.

Il faut se demander, avec Bourdieu, qui est, en définitive, le sujet des stratégies de reproduction ? « Il est certain que la famille [cette chose très privée qui est affaire publique] et les stratégies de reproduction ont partie liée : sans famille, il n'y aurait pas de stratégies de reproduction ; sans stratégie de reproduction, il n'y aurait pas de famille. [...] La famille dans la forme particulière qu'elle revêt en chaque société est une fiction sociale qui s'institue dans la réalité au prix d'un travail visant à instituer durablement en chacun des membres de l'unité instituée des sentiments propres à assurer l'intégration de cette unité et la croyance dans la valeur de cette unité et de son intégration. [...] L'unité de la famille est faite pour et par l'accumulation et la transmission. Le sujet de la plupart des stratégies de reproduction est la famille agissant comme une sorte de sujet collectif et non comme un simple agrégat d'individus. Pour comprendre les stratégies collectives des familles [...] il faut connaître le volume et la structure du capital qu'elles ont à transmettre, donc la position de chacune dans la structure de la distribution des différentes espèces de capital. »<sup>21</sup>

Un tel regard sur l'école empêche-t-il de voir, dans les pratiques, ces émancipations, singulières, que le système éducatif rend possible ? Ces émancipations ne sont-elles que conformisme, domination symbolique – quand le dominé intègre et fait propre le point de vue des dominants –, transfuge de classe ? Sans doute que non.

Mais l'intérêt de ce croisement entre ces considérations sur l'école et celles sur la famille à comprendre comme sujet ultime de la reproduction et donc de l'émancipation, serait de parvenir à penser l'école – la pédagogie, les enseignements... – non plus à partir de la fiction d'un sujet « élève », isolé, typique mais à partir de cette autre fiction qu'est la famille. Ainsi, à travers l'élève que le maître ou la maîtresse a en face de lui en classe, c'est une famille à qui il s'adresse... ■

<sup>19</sup> Pierre Bourdieu, « Stratégies de reproduction et modes de dominations », idem

<sup>20</sup> Voir Mathias Millet et Jean-Claude Croizet, *L'école des incapables ? La Maternelle, un apprentissage de la domination*, Paris, La Dispute, 2017

<sup>21</sup> Pierre Bourdieu, « Stratégies de reproduction et modes de dominations », *op.cit.*

## EXTRAIT

## SUR LA QUESTION DU RÔLE POLITIQUE DES INTELLECTUELS

### SUR LA QUESTION DE L'ÉCOLE

Charlotte Nordmann, *Bourdieu / Rancière, la politique entre sociologie et philosophie*, Editions Amsterdam, Paris, pp. 151-156.

« Aujourd'hui, la critique de l'intellectuel "total" est devenue banale, de même que se diffuse l'idée que, peut-être, le discours des sciences sociales n'est pas d'une nature fondamentalement différente de celui que les "acteurs ordinaires" tiennent sur leur propre expérience. Pourtant, malgré ces critiques, nombre d'"intellectuels" invoquent ou jouent de leur statut pour revendiquer d'intervenir avec autorité dans des domaines sans rapport avec leurs objets d'étude. Pourtant, la parole de celui qui se déclare – et est reconnu comme – intellectuel continue d'avoir systématiquement plus de poids, dans les médias notamment, que celle de n'importe qui d'autre. Ainsi va le monde social, dira-t-on. Face à ce problème, il serait sans doute possible d'apporter une réponse simple, mais peut-être naïve : se refuser à se positionner comme un ou une intellectuel·le, à faire valoir sa parole de cette manière, au nom d'une notoriété personnelle ou d'un titre reconnu institutionnellement. Il est possible en revanche de travailler activement, dans la perspective d'une politique démocratique des savoirs, à défaire la figure et l'autorité de l'"intellectuel", à saper les fondements politiques, institutionnels et culturels de cette autorité en produisant les conditions d'une maximisation de la puissance de penser de tous et de chacun. Notons au passage qu'il ne suffit pas de déclarer que les analyses du sociologue ne sont pas d'une autre essence que celles de gens "ordinaires" ou d'affirmer avec aplomb que "les gens pensent" ; il faudrait encore, en toute logique, s'interdire ensuite de restaurer la distance qu'on prétend avoir annulé, en développant une langue d'une étrangeté superflue, qui a en outre le défaut (ou l'intérêt) de creuser un fossé entre l'analyse du sociologue, ou du philosophe et son objet.

[...] Il ne s'agit pas tant d'en finir avec les intellectuels que de chercher à minimiser les effets d'imposition et de monopolisation que le recours à ce titre (ou à d'autres, équivalents : philosophe, sociologue, politologue, agrégé, ancien élève de l'École normale supérieure...) ne peut manquer de produire. On ne prétend donc pas ici régler le problème, mais à tout le moins prendre conscience de son ampleur et entreprendre de l'affronter. Il en va de même pour la dépossession : toute la difficulté consiste à en apprécier la réalité sans pour autant s'en trouver paralysé ; il s'agit, autrement dit, d'analyser les pratiques et les institutions qui assurent la production et la reproduction de la dépossession, qui travaillent à capter ou à soustraire la puissance de penser individuelle et collective, pour leur opposer des agencements, des dispositifs et des techniques qui au contraire en favorisent le déploiement. Cette difficulté apparaît notamment à propos de l'un des lieux principaux où se joue la bataille pour une véritable démocratisation du rapport à l'intellectualité : l'école. Sur ce point, ni Bourdieu, qui l'aborde de front, ni Rancière qui n'en traite que de façon détournée, n'avancent de propositions satisfaisantes. Sans doute n'est-ce là qu'un des domaines qu'il importe d'investir, mais il est crucial. Dans cette institution, une écrasante majorité de gens ont passé, passent ou passeront huit heures par jour pendant une dizaine d'années, souvent les plus

formatrices de leur vie, comme le rappelait Louis Althusser. C'est là que beaucoup seront amenés à rencontrer la littérature, l'histoire, la philosophie ou encore la biologie. Là se construisent pour une bonne part et pour la plupart, le rapport au savoir, à la lecture, à la pratique de l'écriture et à la prise de parole.

Or ce lieu est aujourd'hui presque entièrement délaissé par ceux-là même qui luttent ailleurs pour regagner le contrôle sur leurs vies. L'augmentation des moyens financiers investis à l'école, ainsi que le refus de son englobement dans la logique du marché, sont pour ainsi dire les seules revendications qui se font entendre dans les mouvements politiques récents, notamment dans les mouvements d'enseignants. Pour légitimes qu'elles soient, sont-elles suffisantes ? Le fonctionnement de l'école n'est-il pas affecté d'un problème plus profond, que l'on pourrait formuler de la façon suivante : comment se fait-il que l'école stimule si peu la puissance d'agir et de penser ? Le problème soulevé ici va au-delà de celui de la dépossession : il n'affecte pas uniquement les "dominés", mais tous ceux qui, bien qu'ils se soient appropriés – plus ou moins – la culture légitime et ses modes de pensée n'en ont pas pour autant développé des pratiques de lecture et d'écriture aussi fructueuses qu'on pourrait le souhaiter. Sans même parler de "l'échec scolaire", pourquoi, au terme d'une scolarité "normale", la plupart des élèves éprouvent-ils des difficultés presque insurmontables à parler en public et parviennent-ils à peine à construire un discours clair, argumenté et développé, notamment à l'écrit ? Pourquoi leur rapport à l'écriture est-il si souvent caractérisé par la défiance, pourquoi est-il, dans la majorité des cas, purement fonctionnel (on sait s'en servir lorsqu'il le faut, mais on n'aurait pas l'idée d'en faire un "sage personnel") ? La paralysie induite par l'école n'est pas le seul fait des "mauvais élèves", elle est la règle, pas l'exception.

C'est que l'objectif affiché de permettre l'accession à l'autonomie des élèves ne peut contrebalancer la force des principes pratiques à l'œuvre à l'école. Ce n'est pas ici le lieu de développer cette question dans tous ces aspects, mais nous pouvons néanmoins en développer quelques-uns. L'un des problèmes fondamentaux de l'enseignement scolaire est ainsi qu'il n'est pas réellement conçu pour ouvrir à autre chose, mais essentiellement fermé. Le souci louable de fournir à l'élève tout ce dont il a besoin, et de rendre accessible à tous un "bagage" essentiel, aboutit ironiquement à ce que la leçon du professeur, associée à celle du manuel, tende à apparaître comme le seul discours qu'il importe que l'élève fréquente. Les manuels scolaires fonctionnent en pratique comme des "anti-livres" qui font obstacle à la lecture.

Il faudrait commencer par refuser de s'accommoder, comme d'une donnée indépassable, de la paresse ou de l'incapacité supposées des élèves à effectuer par eux-mêmes des recherches, pour faire de l'acquisition d'un rapport autonome aux livres et au travail intellectuel en général la fin de l'apprentissage scolaire. Il est vrai qu'un tel objectif exige en même temps la mise en œuvre de moyens importants, pour assurer par exemple que les élèves puissent avoir accès à des bibliothèques spacieuses et bien fournies [...]. À constamment s'adapter à la "faiblesse" des élèves, on s'enferme dans un cercle de l'impuissance, qu'il n'est possible de briser qu'en postulant l'égalité intellectuelle de tous. Il faut entendre ce que nous dit Rancière de la nécessité de se confronter à de véritables difficultés pour avancer : ce n'est que contraint et forcé – par la pression d'une situation, d'un impératif, d'un problème – que l'on se met à penser.

La volonté de rendre l'enseignement assimilable par chacun, et notamment par ceux qui arrivent à l'école sans grand capital culturel (les analyses de Bourdieu ayant été assimilées

par l'institution scolaire – au prix de quelques déplacements non sans importance) s'est traduite en pratique par un mouvement de “simplification” des programmes qui n'est pas moins problématique. En s'efforçant de ne garder que l'“essentiel”, on a écarté purement et simplement toute la dimension interprétative des connaissances transmises, tout ce qui peut faire débat, prêter à contestation. On prétend ainsi livrer les “bases”, les éléments premiers, élémentaires, irrécusables des disciplines enseignées. On croit pouvoir transmettre abstraitement une “méthode”, compte non tenu de problèmes réels. Le discours développé dans les manuels scolaires, comme celui de la plupart des professeurs, se présente comme un discours de vérité – une vérité bien particulière, puisqu'elle ne se dégage jamais de la recherche, de la controverse et de la polémique, mais s'impose d'elle-même, sans jamais avoir besoin de se justifier, d'exposer sa généalogie.

Mais quel sens peut avoir un discours si ses enjeux réels sont rendus invisibles, s'il ne peut susciter aucune discussion, sinon purement formelle ? Les professeurs zen sont ainsi bien souvent réduits à enseigner des “contenus” qu'ils considèrent eux-mêmes comme presque entièrement dépourvus d'intérêt. Peut-on s'étonner, dans une telle situation, de ce que les élèves ne manifestent pas autant de curiosité qu'on le souhaiterait (et que nombre d'enseignants déplorent leur “incapacité”, voire leur bêtise) ? Pourquoi, en effet, sinon par simple docilité chercher à s'approprier un savoir qui n'appelle finalement que la récitation ? Pourquoi, dans ces circonstances, désirer prendre la parole (sinon, bien sûr, pour manifester son insoumission – ou sa soumission) ? Pourquoi chercher à développer un discours propre, lorsque tout a été dit, et bien mieux qu'on ne saurait le faire ?

Par ailleurs, combien d'études empiriques, combien de réflexions théoriques, faudrait-il avant qu'il ne soit pris acte du fait que les modes d'évaluation scolaires pratiqués en France ne sont peut-être pas les plus efficaces, si du moins ils ont pour but de guider la progression des élèves et d'y contribuer ? La notation est plus propre à exprimer une hiérarchie que l'acquisition progressive de compétences. Elle met en branle une dynamique affective singulière, où jouent tour à tour le mépris, l'envie, la honte et la hauteur. Faisant fond simultanément sur le narcissisme et sur l'angoisse des élèves, elle suscite les inhibitions telles qu'il est presque risible que l'on puisse encore y voir un moyen efficace de les “motiver”. Alors qu'il faudrait chercher à “être le plus nombreux possible à penser le plus possible” (c'est ainsi qu'Etienne Balibar, dans *Spinoza et la politique*, résume ce qui chez l'auteur de *l'Ethique*, guide la perspective d'une libération collective), on crée une situation où l'intelligence des autres est vécue comme une menace.

Pour que l'enseignement scolaire puisse être réinvesti de signification, il faudrait qu'il soit réinscrit dans un champ intellectuel plus large, que s'établissent notamment des liens entre l'école et d'autres lieux de production et de circulation des savoirs. Plus fondamentalement, sans doute n'est-ce que par la “politisation” de l'école que le rapport à l'intellectualité qui s'y construit pourrait changer. En l'état actuel des choses, l'école est de fait traversée par des luttes politiques, mais de façon insidieuse. Ce sont par exemple les programmes d'histoire qui exaltent, sur le mode de l'évidence, les vertus et le triomphe de la “démocratie libérale” (pourtant toujours moins démocratique et libérale) et décrivent son extension inéluctable à l'ensemble du monde ; ce sont encore des directives enjoignant les professeurs à faire respecter “l'idéal de la laïcité” en refusant, sans violence, mais avec fermeté, et au nom de l'émancipation féminine, de faire cours aux élèves qui se présenteraient la tête couverte. Par

“politisation” de l'école, on entend notamment la mise en évidence des enjeux politiques des savoirs enseignés, en même temps que la revendication, par tous ceux que l'école concerne, de ne pas avoir à subir une gestion décidée sans eux. Pour que change notre rapport au savoir et au travail intellectuel, il faut à la fois que nous soyons conscients du problème que nous avons à affronter (problème auquel convient peut-être le nom de dépossession, mais alors dans un sens plus étendu que ne le concevait Bourdieu), et que nous éprouvions notre capacité à y remédier. Il s'agit donc de tenir ensemble ces deux perspectives qui peuvent paraître, au premier abord, contradictoires : cerner ce qui s'oppose au déploiement de notre puissance de penser ensemble, et être en même temps conscients de la possibilité de son augmentation. » ■



## UNE REDOUTABLE APORIE

Baptiste De Reymaeker  
*Coordinateur de Culture & Démocratie*

*Article paru dans Contribution au débat n°5 – 2015/2016, [Cfs asbl](#)*

« La question fondamentale, quasi métaphysique, est de savoir ce que c'est que de parler pour des gens qui ne parleraient pas si on ne parlait pas pour eux. »  
Pierre Bourdieu

En 2014 et 2015, CFS asbl organisa une formation à la recherche en éducation permanente. Public principalement visé : les chercheurs·e·s-journalistes qui, dans des associations reconnues « éducation permanente » par la Fédération Wallonie-Bruxelles, remplissent les missions de l'axe 3.2 telles que définies dans le décret de 2003. Mais pas uniquement : animateur·trice·s (axe 1), formateur·trice·s (axe 2) étaient vivement invités à prendre part à la formation. Il n'y pas que les chercheur·euse·s qui sont habilité·e·s à chercher pouvait-on lire dans la présentation de la formation. En filigrane, une critique de la spécialisation des métiers inhérente au décret et de l'abstraction dans laquelle risque de tomber le travail des chercheur·e·s de l'axe 3.2, soumis à des impératifs de productivité assez ahurissant et, en conséquence, déconnecté « du terrain ».

Dans la perspective d'un changement d'axe de reconnaissance (du 3.1 vers le 3.2 justement) négocié par l'asbl Culture & Démocratie à l'occasion de sa demande de renouvellement de contrat programme, je me suis inscrit à cette formation, estimant que j'y trouverai de quoi améliorer les pratiques – débutantes – d'analyses et d'études de l'association. Non pas des techniques apportées clé sur porte, mais des pistes de questionnements qui pousseraient à affiner le positionnement de l'association qui m'emploie.

Je proposerai ici l'esquisse d'une réflexion sur la posture du chercheur et plus largement de la figure de l'intellectuel·le : considérant d'où il parle, prenant en compte l'ensemble des déterminations sociales dont il est le nœud singulier, est-il raisonnable d'espérer qu'il élabore, avec des personnes vivant des mécanismes de domination, les conditions d'une démarche apte à produire des nouveaux savoirs sociaux stratégiques eux-mêmes capables de sortir ces personnes de leur sort de dominé·e·s ? Les concepteurs de la formation ont en effet donné au travail de recherche en éducation permanente un tel objectif.

Lors de la formation nous avons beaucoup insisté sur « le récit de vie » comme préalable nécessaire à toute démarche honnête de recherche. Connaître c'est d'abord se connaître affirme le sociologue Luc Van Campenhout. Mais une certaine lucidité ne devrait-elle pas pousser tout chercheur qui nourrit l'ambition de contribuer à la transformation sociale de s'arrêter là, et cela qu'il vienne de l'université ou d'une structure militante ? Qu'il soit un héritier ou qu'il se soit approprié l'héritage ? Telle est la question à laquelle nous allons tenter



de répondre avec l’apport de deux auteurs : Alain Brossat et Charlotte Nordmann (qui elle-même mobilise la pensée de Pierre Bourdieu et de Jacques Rancière).

### **Une redoutable aporie**

Dans l’ouvrage *Autochtone imaginaire, étranger imaginé*, au chapitre « L’archéologie d’un silence, suivi de l’expérience du CADA », Alain Brossat<sup>22</sup> nous parle de la redoutable aporie à laquelle est confronté le chercheur qui s’intéresse aux témoignages des personnes issues des catégories de la population (détenus, fous, étrangers, sans-papiers, chômeurs, jeunes...) que nos gouvernements confinent au silence, conformément à leurs politiques de cohésion par exclusions – geste fondateur de la modernité politique dévoilée par Michel Foucault au travers de ses analyses sur l’institution pénitentiaire et psychiatrique notamment.

Quand bien même l’ambition du chercheur serait de contrer les discours sur ces populations exclues qui, en les surexposant, les prend en otage et leur impose le mutisme (et non l’invisibilité) – « le silence des uns n’est en effet jamais que l’autre face du bavardage des autres » –, et, pour ce faire, de travailler à une collecte honnête de la parole libérée des individus catégorisés afin de faire entendre « qu’ils pensent, parlent, écrivent, [...] ont toutes sortes de points de vue et d’opinions sur le monde en général et sur toutes sortes de questions essentielles en particulier » et de dévoiler le caractère pertinent, raisonné, mais aussi diversifié, singulier de cette parole ; quand bien même, donc, telle serait l’ambition du chercheur, il reconduirait, malgré lui, le dispositif général « dont le propre est de neutraliser la présence et d’annuler la parole singulière de ceux qui sont désignés comme relevant de cette catégorie » [des exclu·e·s].

En effet, « c’est toujours, écrit Brossat, par l’entremise d’un dispositif de collecte, voire de capture de ces voix que celles-ci accèdent à des espaces publics de dimensions variables. La bonne volonté du chercheur et son désir de faire entendre ces locuteurs témoigner d’expériences dont les récits demeurent habituellement retenus à la source ne suffisent pas à abolir la situation même dont sont captives ces personnes ».

La permanence du sort de ces personnes dont le propre est d’être parlées par les autres (par les médias, les classes dominantes) pourrait faire croire qu’il y a là l’œuvre d’un destin. Or, c’est l’activité d’un processus de naturalisation (lui-même non-naturel, donc culturel) qui permet cette permanence. Il faut ainsi entendre par naturalisation, l’incorporation, par les catégories dominées, des raisons mêmes de la nécessité de leur situation et de l’impossibilité de toutes transformations. « Plus ces catégories sont parlées par tous ces autres, et mises à leur place par ces discours et ces paroles et plus elles se trouvent privées d’une capacité propre à être porteuses d’un récit de soi, d’une faculté de témoigner de leur propre condition, d’enchaîner du faisceau des expériences qui tissent la singularité de chacune d’entre elles sur les récits susceptibles de créer des conditions d’un partage, d’une mise en commun de ce qui fait la texture de leur vie. »

Alain Brossat diagnostique une fracture qu’il qualifie de biopolitique séparant les *insiders* des *outsiders*. Cette fracture c’est celle, grosso modo, que Pierre Bourdieu constate entre dominé·e·s et dominant·e·s. La question politique est de savoir comment abolir cette frontière, réparer la fracture. C’est notre question. Mais qui sommes-nous ? Que pouvons-nous ?

---

<sup>22</sup> Alain Brossat, *Autochtone Imaginaire, étranger Imaginé*, Bruxelles, Éditions du Souffle, 2012.

Il n’y a pas uniquement les discours produits par les pouvoirs politique, économique, culturel, médiatique et religieux qui confinent « les dominé-e-s » ou « les exclu-e-s » au silence, à l’enfermement. Ceux qui, se sentant investi-e-s d’une mission authentiquement démocratique, égalitaire – donner voix aux sans-voix de manière à travailler sans cesse la ligne de partage entre les discours reconnus comme valables dans l’agora démocratique et ceux qui y sont considérés comme inaudibles, bruyants, grognards et à ce titre malvenus – et se veulent du côté des radié-e-s, œuvrent encore à la reproduction du dispositif qui exclut.

Parce que le chercheur qui passe la frontière séparant les *insiders* – dont il fait partie – des *outsiders*, confirme que l’intermédiaire d’un dominant – lui, le chercheur – est nécessaire pour que ceux qui sont enfermé-e-s dans leur position de défaits accèdent à l’espace démocratique où leur parole sera entendue et considérée comme égale, libre et responsable – digne de considération. En soi, leur parole ne vaut rien. L’intérêt (même un intérêt pour le désintéressement !) du chercheur est nécessaire pour lui donner de la valeur. La *doxa* démocratique qui, pour fonctionner, doit baigner dans l’illusion du principe selon lequel chaque individu est égal politiquement (à défaut de pouvoir l’être économiquement), ne peut supporter un tel dévoilement car il égratigne justement l’illusion fondatrice, l’illusion de l’égalité.

Autre élément dévoilé par Brossat : l’inévitable distorsion qui s’opère entre la parole partagée à la source et celle transmise par le chercheur. La simple transposition de contexte suffit à en modifier l’essence et la portée : « Il [le chercheur] rencontrera une qualité d’écoute très satisfaisante auprès de ses pairs et collègues [...] lorsqu’il exposera [...] l’objet de sa recherche et les enjeux méthodologiques que celle-ci engage, ceci à l’occasion d’un colloque international consacré à ces enjeux ; mais pour autant, il n’échappera pas à tout ce qui, dans sa condition propre de bourgeois, d’Européen, “d’autochtone” imaginaire, tend à le rendre toujours plus étranger... »

Comment alors garantir la possibilité d’une rencontre et d’une communauté d’intérêt (la transformation sociale) entre l’exclu et le chercheur ? Il s’agit peut-être de trouver une commune extériorité à leur condition respective et tristement « complémentaire ». Extériorité toujours singulière, qui n’est pas là et qu’il faudrait investir, mais encore à trouver, à construire. L’établissement de cette extériorité doit être le premier but de la rencontre et elle se produira si telle est son véritable but. Mais cette entreprise demande de la permanence, de la confiance, de la souplesse. Brossat parle de disponibilité – une disponibilité proprement infinie pour ce qui échappe à tout calcul d’intérêt. Une disponibilité qui aboutisse à « un dispositif d’échange dans lequel la parole d’un incompté-e puisse se faire entendre au point soudain de compter ». C’est ce dispositif d’échange que nous cherchons à inventer, nous chercheur-euse-s cherchant la transformation sociale. Nous cherchons à « apprendre à nous voir par les yeux de [l’exclu]. Ce n’est pas seulement un geste moral ou une posture éthique, c’est un travail de discernement, une ascèse intellectuelle et politique destinée à nous conduire au cœur de notre condition historique. “L’autre” n’est jamais ici qu’un “nous-mêmes” auquel les circonstances n’ont pas souri, un nous-mêmes “déplacé” dont la différence n’est jamais qu’une variante de notre condition propre. »

Dans son chapitre, Brossat nous décrit, au départ de sa propre expérience d’échec, – il a mené une recherche avec des immigré-e-s d’un centre d’accueil du centre de la France – des moments où le chercheur, l’enquêteur écrit-il, a l’intuition de ce que pourrait être ce dispositif. De ce que pourrait être le résultat de cet apprentissage. C’est par exemple quand il comprend « que ce n’est pas lui qui décide de la tournure que prendra l’investigation, c’est l’enquête

elle-même qui dicte les conditions, qui pose les questions ». Ou quand, en plein entretien, pris dans ses pensées et n'écoutant qu'à moitié son interlocuteur, il se rend compte qu'il aurait fallu « établir une toute autre relation, durable, amicale, fondée sur une solide connaissance réciproque susceptible de nourrir la confiance pour que les entretiens prennent une autre tournure et deviennent plus libres. À l'évidence, se dit-il, sa bonne volonté et sa conviction intime d'être dans cette entreprise tout différent du fonctionnaire ne suffisent pas à défaire ce que la configuration établit – il faut que s'y ajoutent une endurance, une persévérance, une installation de la relation [...] dans la durée pour qu'il puisse espérer voir des inflexions se produire, susceptibles de réduire la fracture biopolitique qui rejette brutalement "arrivants" et supposés "appartenants" sur des bords opposés ».

Plus tard, sur son vélo, rentrant chez lui, le chercheur reformulera ses pensées pour que d'autres apparaissent. Il se dira que, ce qu'il faut faire « c'est faire partie du paysage » ; que son visage, son nom, ses habitudes soient devenues familiers aux personnes qu'ils questionnent, interrogent, observent ; qu'il est impératif de renoncer à sa présomption de « questionneur » pour apprendre sur la durée à échanger avec eux ; « que le défi c'est de substituer le séjour auprès à la technique inquisitrice de l'interrogatoire ; de trouver en lui la ressource de descendre de son socle de dominant dominé pour tendre vers cette égalité des quelconques dépris de leurs statuts respectifs et esquissant les contours de la communauté désœuvrée des voisins, voir des amis, qui échangent et refont le monde à propos de tout et de rien, en dépit de leurs parcours propres si divers ».

Le chapitre que nous suivons se termine terriblement, brutalement. Du coq à l'âne, l'auteur, dans le dernier paragraphe, mentionne une dépêche du *Monde*. Elle vient de tomber. Une rumeur. Des mafieux auraient infiltrés des demandeurs d'asile afin de s'établir en toute légalité en France et y bâtir les succursales de leurs entreprises délictueuses... « Le monde du "on" a de beaux jours devant lui », conclut Brossat. Soudain, on mesure l'écart. Tandis que le chercheur s'applique à réfléchir aux conditions d'un échange véritable, et donc émancipatoire, avec des personnes pourtant exclues, afin de rendre un travail honnête, un témoignage réel sur ces personnes, qui révèle leur place dans l'égalité, qui fasse *in fine*, espère-t-il, bouger les mentalités, qui questionne les représentations, un journaliste (tout aussi mal payé !), faisant un grossier copié/collé d'une dépêche de l'AFP, reconduit – et avec quel impact ! – le dispositif scandaleux de dépossession, de fracture contre lequel le chercheur se bat !

### **Un paradoxe central**

C'est en lisant en parallèle le chapitre d'Alain Brossat dont je viens de parler et le livre de Charlotte Nordmann : *Bourdieu/Rancière. La politique entre sociologie et philosophie*<sup>23</sup> que je me suis aperçu que ces deux textes parlaient de la même chose. Évoquaient une même expérience. On retrouve en concentré dans le texte de Brossat l'oscillation entre Bourdieu et Rancière que cherche à mettre en scène, dans son ouvrage, la philosophe. Cette dernière identifie, dans la suite d'autres critiques, un paradoxe central dans la sociologie de Bourdieu. Ce paradoxe, c'est cette redoutable aporie dont parle Brossat ci-dessus. En effet, les rouages de la domination décrits par Bourdieu – la dépossession que subissent les dominé-e-s des capacités qui définissent leur humanité : capacité de penser en premier lieu, capacité de parler qui en découle, capacité politique – sont tels qu'un déterminisme implacable semble rendre impossible toute émancipation, toute remise en cause de l'ordre établi par les dominé-e-s eux-

<sup>23</sup> Charlotte Nordmann, *Bourdieu/Rancière, La politique entre sociologie et philosophie*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006.

mêmes, qui le sont jusque dans leurs corps (incorporation de l'ordre social qui paraît alors naturel – *habitus*).

En montrant comment les dominé·e·s ne parviennent pas à s'approprier un discours rationnel et une approche critique de leur situation, étant toujours pris dans l'urgence des nécessités matérielles et développant en conséquence un mode de pensée exclusivement pratique ; ou en illustrant comment les dominé·e·s qui parviennent à s'approprier ce discours et la culture légitime qui va avec, légitiment toujours la domination (Brossat donne l'exemple du rap labellisé comme alternative à l'émeute : parole d'exclu·e·s soumise aux conditions disciplinaire des industries culturelles.) Bourdieu semble condamner les dominé·e·s à leur sort collectif. Sauf si... Sauf si un chercheur (un sociologue, un intellectuel) intervient, dans le champ politique, en faveur des dominé·e·s. Ceux-ci, en effet, n'ont pas accès à la vérité sur leur situation, sur leur pratique. Cette vérité, seul le théoricien doit pouvoir leur livrer. Ainsi, pour avoir une parole politique, les dominé·e·s doivent-ils s'en remettre à des représentant·e·s. Cette délégation quasi obligatoire, loin d'être émancipatrice, fait endurer une aliénation supplémentaire aux dominé·e·s. Se taire ou être parlé : voici l'alternative. Et elle aboutit au même résultat, la dépossession. Seuls les intellectuel·le·s peuvent interpréter les plaintes, cris, grognements et autres récits de vie des dominé·e·s. Ils sont les médiateur·trice·s incontournables, le pont nécessaire pour accéder à l'espace politique, démocratique. Les dominé·e·s n'ont pas de parole, n'ont pas de voix. C'est un scandale.

Bourdieu dévoile ainsi le vrai visage de la démocratie : « Contre le préjugé qui veut que tous possèdent une opinion politique qui ne demanderait qu'à être prise en compte par les gouvernant·e·s, Bourdieu affirme que seuls peuvent avoir une opinion politique ceux·celles dont le discours est légitimé par la hiérarchie sociale. » Contre la *doxa* démocratique qui affirme que tous les citoyen·ne·s sont égaux·les politiquement, il montre qu'il existe des conditions sociales, économiques et culturelles à la participation politique, et que l'ignorance de cette vérité contribue à empêcher la démocratie d'être autre chose que formelle.

Combattre cette ignorance. C'est précisément la raison d'être de l'intellectuel, ce dominant dominé, celui qui n'est pas expert, mais libre, désintéressé et critique, solidaire car éprouvant une homologie de situation (toute illusoire puisse-t-elle être) avec les dominé·e·s. Le chercheur ou le sociologue dont le capital culturel est le garant de sa place parmi les dominant·e·s, est lucide sur les fondements de sa propre position, il les critique. Il connaît ses propres déterminations : il se sait produit d'une histoire. Il peut concevoir la possibilité d'un enrayement des processus de naturalisation des statuts sociaux. Il a en outre la maîtrise du langage, des codes pour intervenir dans les champs politique, médiatique, culturel. Capable de ces analyses sur ses propres situations, l'intellectuel·le peut suivre une même méthode scientifique, rigoureuse pour comprendre la domination, comment elle opère sur les dominé·e·s, et sur les plus dominé·e·s des dominé·e·s ; pour concevoir une stratégie d'enrayement du processus de dépossession en cours.

Mais la reconquête de la démocratie doit-elle être un combat contre la technocratie menée par des technocrates ? Faut-il vraiment défendre les intellectuels quand ils sont partie prenante de processus qui reproduisent la dépossession ? L'impression dominante, face aux travaux de Bourdieu qui s'attachent à dévoiler l'état de la domination, c'est que la possibilité d'une rupture de ce régime est un doux rêve : parler hors d'un lieu de pouvoir est inconcevable. Pour accéder à ce lieu, il faut *déjà* avoir du pouvoir, c'est-à-dire du capital économique, culturel, social. C'est ici que Nordmann fait entrer en scène Jacques Rancière et son cinglant commentaire sur la sociologie de Bourdieu. Certes, les deux penseurs s'accordent

sur une chose. Ils pensent que le problème auquel se confronte la politique démocratique est la division sociale des fonctions qui confère à certains le droit de penser et de parler et exclut les autres de la communauté des êtres pensants.

Pour Rancière, la sociologie est néanmoins incapable de comprendre la dynamique de la politique d'émancipation. Tout le travail de cette science consiste à diagnostiquer l'inégalité afin d'y remédier. Alors que pour cela, il faudrait, selon le philosophe, procéder à l'inverse : poser l'égalité et imposer sa réalisation. Il n'y a pas d'autre moyen de faire advenir l'égalité que de la supposer. Il n'est donc rien en quoi le discours de la sociologie puisse être utile aux dominé·e·s. Au contraire, la défiance, le soupçon à l'égard des institutions est moins ce qui les fait vaciller, comme le prétend le sociologue, qui ce qui en assure la pérennité : « Le plaisir de se croire éclairé sur la méconnaissance qui frappe les autres et particulièrement ceux qui occupent un rang inférieur, maintient chacun à sa place. » La démonstration de l'inégalité reproduit de l'inégalité, elle bloque tout processus égalitaire. En dévoilant l'hypocrisie démocratique, en estimant que la croyance en l'égalité maintient, car elle la dissimule, la vérité de la dépossession, le sociologue ne participerait aucunement à un projet d'émancipation.

Chez Rancière, le terme d'intellectuel dit à la fois l'égalité intellectuelle de tous et le tort qui lui est fait par l'ordre social. Que doit donc faire le chercheur qui voudrait chercher à faire advenir l'égalité en la supposant ? Il doit refuser et combattre la représentation sociale de l'intellectuel qui confère à ce dernier une si bonne place parmi les dominant·e·s. Il doit salir la pureté scientifique : des enjeux politiques, concrets, locaux peuvent être moteurs pour le développement de la connaissance.

En fait, le chercheur ne cherche pas la transformation sociale, ce n'est pas l'objectif de ses études. Non, il doit la réaliser en cherchant, et pour cela il a besoin que les gens avec qui il recherche pensent et, pour reprendre le mot d'Étienne Balibar, qu'ils soient le plus nombreux possible à penser le plus possible.

### Conclusion

C'est à ce moment, celui où l'on réfléchit à des manières de penser des dispositifs de recherche et de transmission qui supposent l'égalité, que Brossat, dans son chapitre, fait soudain tomber, fracassante, la dépêche du *Monde*. C'est bien beau de réfléchir les conditions de possibilité d'un dispositif de rencontre/recherche réalisant l'égalité, reste à voir son efficacité : ce qu'il réussit à produire. Cette référence à la dépêche du *Monde* qui conclut le chapitre de Brossat met clairement fin aux ardeurs égalitaires dans lesquels l'auteur était pris. La force du « on », la force des représentations, des préjugés, des dispositifs qui reconduisent, même en douceur, les exclusions, ne peut pas ne pas être prise en compte. Le philosophe est un être situé et déterminé, ses pratiques (sa philosophie) également. Sa puissance généreuse de pensée ne peut être séparée de son impuissance, celle qui naît de sa confrontation aux idéologies dominantes. Voilà à mon avis ce que Brossat veut nous dire quand il mentionne cette dépêche à la fin de son article. Une sorte de confiance lucide d'impuissance. Pour ne pas être déconnecté, et pour avoir l'ambition d'un peu d'efficacité, le chercheur doit pouvoir penser et faire avec ses propres déterminations, et les déterminations des personnes avec qui il cherche. Toute prise en compte des déterminations sociales qui confinent les individus dans des situations de dominations et d'inégalités ne veut pas dire la reconduction de ces dernières. Si on comprend cette impossibilité de se défaire de ses déterminations et de penser hors un contexte inégalitaire comme un retour de la sociologie, cette dernière doit toutefois prendre

en considération les critiques émises par Rancière et reformuler ses ambitions, moins descriptives, moins scientifiques. « Il s’agirait de cerner ce qui s’oppose au déploiement de notre puissance de penser ensemble, et être en même temps conscients de la possibilité de son augmentation. » Une conception trop monolithique de la domination peut-être, du côté des chercheurs, un élément qui s’oppose à notre puissance de penser. La domination n’est pas posée, là, une fois pour toute, en un seul bloc. Elle est biopolitique. Elle est continuellement reproduite, recrée. Chaque acte qui assure la domination est aussi l’occasion d’un décalage, d’une subversion. Le trouble structurel dont l’ordre est affecté rend la transformation possible, pensable. Même l’appropriation de la culture légitime peut-être l’occasion d’une inadéquation à l’ordre. Penser les déterminations n’implique pas de conclure à leur infinie reproduction et il importe au contraire à chercher à cerner les conditions historiques de l’émancipation. Celle-ci se développe quand on reconnaît à la vie pratique une parole propre, une réflexivité propre, une puissance propre. ■